

Heureux consommateurs allemands !

Du moins quelques-uns, ceux qui touchent de l'argent pour écouler de l'électricité produite par des centrales, thermiques ou nucléaires, sans en avoir le besoin ... Pour eux, c'est cocagne ! Mais tout le monde, loin de là, ne décroche pas le gros lot au haut du mât.

Est-ce vrai et comment donc est-ce possible ?

Questions auxquelles s'efforce de répondre une minutieuse étude¹ de ces « *objets financiers non identifiés* » avant 2008, date de leur introduction par la Bourse qui gère les transactions d'électricité en Europe de l'Ouest, à savoir l'EPEX (*European Power Exchange*). Analyse méticuleuse des données relatives aux prix affichés pour chaque quart d'heure de l'année 2017, par le site www.energy-charts.de du « *Fraunhofer Institut für Solare Energiesysteme* » voué à l'énergie solaire et très impliqué dans la transition énergétique allemande, cette étude caractérise un phénomène assez inimaginable. De fait, l'année 2017 a vu :

- 119 jours durant lesquels le prix de gros fut négatif, au moins un quart d'heure, soit **1 « jour négatif » sur 3** ;
- ces épisodes représentent une **durée cumulée de 182 heures**, au **prix moyen de – 20 €/MWh** ;
- 9 séries de 4 à ... 11 jours consécutivement négatifs mais surtout ...
- 38 dimanches sur 53, et presque **3 « jours fériés négatifs » sur 4**.

Il est clair que ces déséquilibres récurrents résultent d'excès temporaires d'énergies renouvelables intermittentes (EnRi), soleil aussi bien que vent, se produisant de jour comme de nuit, en été (presqu') autant qu'en hiver. Plus précisément, la surabondance d'EnRi par rapport aux énergies conventionnelles (fossiles, nucléaires, hydrauliques ...) semble bien être la raison essentielle de ces effondrements du prix de gros. Alors que l'Allemagne n'a besoin, parfois, que de 30 GW la nuit ou de 40 GW le jour, en été, la puissance de ses parcs éolien et solaire atteignait, fin 2017, 98,5 GW, puissance équivalente à celle de leur parc conventionnel.

Dans de telles circonstances, et en absence criante de solutions de stockage à hauteur requise (ce n'est pas avec des batteries qu'on compensera la variabilité des EnRi), l'export d'électrons vers les pays mitoyens sert de variable d'ajustement de l'équilibre production-consommation, crucial pour la sécurité de tout réseau électrique. Ce qui se constate dans les statistiques : de 2011 à 2017, l'export allemand a progressé de 22,3 % quand le celui des autres pays européens a régressé de 15,8 %.

Ainsi, la politique allemande impacte-t-elle le système électrique européen au point que 3 pays _ Belgique, Pologne et République Tchèque _ s'efforcent de limiter ces arrivages d'électrons indésirables, au grand dam de la Commission Européenne.

Au-delà de l'étonnement, du haut-le-cœur devant un gaspillage bien peu écolo-vertueux (savez-vous que les émissions de CO₂ de leur parc électrique est au même niveau qu'en 2009, merci pour le climat !), et du constat de signaux ... négatifs donnés aux investisseurs de long terme, il faut dénoncer cette dérive de la politique européenne de l'énergie qui fragilise l'ensemble du continent, à la merci d'un magistral black-out.

La parade à un tel risque consiste à éliminer sa cause : l'existence d'un marché prétendument libre mais faussé par la prise en compte d'une électricité payée par ailleurs (« *obligation d'achat* » ou « *complément de rémunération* »), qui pis est, incontrôlable. Dans un premier temps, il suffirait de **supprimer ces subventions à des énergies devenues matures** ou, à tout le moins, de leur infliger une « *taxe de back-up* » finançant l'investissement en moyens pilotables (Stations de Transfert d'Énergie par Pompage, turbines à gaz, etc.) nécessaires pour les suppléer pendant leurs défaillances bien naturelles. Faudra-t-il, pour s'y résoudre, connaître un beau désordre, à l'exemple de la panne du 4 novembre 2006, née de cafouillages en Allemagne, qui mit dans le noir une bonne partie de l'Europe ? Ou, pire, d'un black-out comparable à celui de décembre 1979 quand la France, en pleine crise pétrolière, balbutiait son programme ... nucléaire ?

C'est ce qui ressort de cette étude très fouillée (en 38 pages ...) ¹, dont le résumé (en 4 pages) ², nettement plus digeste, est également sur le site SLC. Elle ne fait que corroborer l'autocritique du précédent Vice-Chancelier et Ministre de l'Économie allemand, Sigmar Gabriel : « *Nous devons rendre l'Energiewende [la Transition Énergétique allemande] compatible avec la compétitivité ... Je ne connais pas une autre économie capable de supporter de telles charges. Les énergies renouvelables vont connaître la rigueur et devront rentrer progressivement dans l'économie de marché* ».

Puissent nos décideurs s'en inspirer ...

¹ Cf. « *Des prix d'électricité négatifs en Allemagne* », du 18 juin 2018 :

https://www.sauvonsleclimat.org/images/articles/pdf_files/etudes/Etude_Poizat_OFNI_juin_2018/Vol-dOFNI.pdf

² Cf. « *Électricité allemande : prix négatifs et conséquences ... éponymes* », du 22 juin 2018 :

https://www.sauvonsleclimat.org/images/articles/pdf_files/etudes/Etude_Poizat_OFNI_juin_2018/Constats_de_prix_negatifs_et_consequences_eponymes_V1.pdf